

Auteur

JEAN-LOUIS MISSIKA

Responsable éditorial de
La Grande Conversation

Quand la guerre percute la campagne

4 MARS 2022

La campagne électorale présidentielle française a pris un nouveau tournant depuis le 24 février. L'invasion russe en Ukraine dominera le mois qui vient, jusqu'au 10 avril. En quoi ces événements dramatiques vont-ils transformer la compétition électorale et l'intérêt des Français pour la confrontation des programmes ?

Et soudain Vladimir Poutine s'invita dans la campagne présidentielle. Cette campagne introuvable, atone, qui intéressait si peu les Français, se retrouve percutée par un événement historique d'une ampleur exceptionnelle : le surgissement brutal de la guerre en Europe, la mise en cause par la force des frontières et du droit international, l'obligation pour les États démocratiques de riposter aux visées expansionnistes et guerrières d'un dictateur, soutenu par d'autres autocrates. Cette campagne sans agenda, qui ne trouvait pas ses lignes de clivage, s'en voit imposer deux qui vont la structurer jusqu'au jour du vote et organiser la vie politique française pour des années. Ces lignes de fractures ont pour nom Poutine et l'Europe. Et sans doute pour la première fois dans l'histoire de la Ve république, l'élection se jouera sur un enjeu international et non pas national.

Il faut se souvenir que la situation en Ukraine a basculé à propos de l'enjeu européen. Les manifestations, qui ont débuté le 21 novembre 2013 et qui ont abouti au départ du Président Ianoukovitch en février 2014, portaient précisément sur son refus de signer un accord d'association avec l'Union européenne au profit d'un accord de coopération économique avec la Russie. Dès le 18 mars 2014, la République autonome de Crimée, créée deux jours plus tôt par referendum, est rattachée à la Russie. Et en avril, des milices pro-russes proclament l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk. Ce n'est pas l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN que réclamaient les manifestants, mais un rapprochement avec l'Union européenne.

Poutine interprète la position de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie, en termes d'appartenance à une alliance militaire, et fait comme si l'Europe n'existait pas, alors même que c'est l'aspiration des Ukrainiens à la liberté, à la démocratie, au modèle européen qui est au cœur du conflit. Face à l'Otan, Poutine, l'homme du KGB, est dans un univers familier, celui du rapport de force militaire, comme le souligne avec justesse Anna Colin Lebedev^[1], mais face à l'Europe et à son *soft power*, il est désarmé. D'où la fiction que l'Europe n'est qu'un pion dans le jeu des Américains et de l'Alliance atlantique. La Russie de Poutine est une force de répulsion pour les peuples d'Ukraine, de Géorgie, du Bélarus, du Kazakhstan et de toutes les anciennes Républiques soviétiques comme pour les anciens « pays frères » de l'URSS. La grande Russie ne peut exister que par la force, et non par la séduction d'un modèle de société et d'un mode de vie. Josep Borell, le Haut-commissaire européen aux affaires étrangères, publiait un post prémonitoire le 7 février 2021, après une visite à Moscou où il avait subi une succession d'humiliations délibérées : « Il semble que la Russie se déconnecte progressivement de l'Europe et considère les valeurs démocratiques comme une menace existentielle ». Et le 24 février 2022, nous avons appris que l'attrait de l'Europe, de la démocratie et de l'état de droit, est si perturbant pour une dictature, que cela peut déclencher une guerre.

[1] Voir son fil Twitter du 27 février 2022

COUPABLES ET RESPONSABLES

Les principaux candidats à la présidentielle ont tous condamné l'agression russe, mais une première ligne de clivage les divise sur les racines du conflit, entre ceux qui adhèrent à la thèse de Poutine selon laquelle son pays serait menacé par la volonté américaine d'une extension de l'Otan jusqu'à la frontière de la Russie, et ceux qui voient dans la soif de démocratie et de liberté des Ukrainiens la cause principale de l'intervention militaire. Éric Zemmour a résumé le premier point de vue dans une formule lapidaire : « Si Poutine est coupable, l'Occident est responsable ». Début février, Jean-Luc Mélenchon défendait un point de vue similaire : « Les États-Unis d'Amérique ont décidé d'annexer l'Ukraine dans l'Otan, et la Russie se sent humiliée, menacée, agressée », et à quelques nuances près, c'est aussi le point de vue de Marine Le Pen et de Fabien Roussel. Tous réclament le départ de la France du Commandement intégré de l'Otan et sont hostiles au principe d'une politique de défense européenne, prônée par Emmanuel Macron, mais proposée aussi par Valérie Pécresse, Anne Hidalgo et Yannick Jadot. Le point aveugle de cette explication qui fait porter la responsabilité à l'OTAN, l'agression russe étant présentée comme une simple riposte, est bien sûr la volonté du peuple ukrainien lui-même qui, de manifestations en élections, et maintenant par son courage dans la défense de sa patrie, prouve qu'il n'est pas une marionnette de l'Occident, mais un acteur politique à part entière.

L'Institut Harris Interactive a interrogé les Français sur la guerre^[2], voici ce qu'ils répondent sur cette question de la responsabilité :

Question : Selon vous, chacun des acteurs suivants a-t-il ou non une part de responsabilité dans la guerre actuelle ?

En %	Une grande part de responsabilité	Une petite part de responsabilité	Aucune part de responsabilité
Poutine	87	9	4
L'OTAN	30	38	32
Biden	25	37	38
Zelenski	23	34	43

[2] Sondage du 27 février 2022 pour M6 et RTL

Le jugement des Français est très clair sur la responsabilité de Vladimir Poutine dans le déclenchement du conflit. On constate une nette différence entre les sympathisants de Mélenchon et de Zemmour d'un côté et ceux de Le Pen de l'autre : les premiers chargent davantage l'Otan, Biden et Zelenski, tandis que les seconds se situent dans la moyenne. En outre, l'opinion publique française est mobilisée par l'Ukraine : 92% des personnes interrogées se déclarent intéressées par les actualités concernant la guerre (dont 53% de très intéressées), et 94% solidaires des Ukrainiens (dont 61% de tout à fait solidaires).

Enfin, les sondages d'intentions de vote qui ont été menés après le déclenchement de l'offensive russe, dessinent un tableau contrasté des impacts de cet événement : envolée d'Emmanuel Macron qui bondit de 5 points à 29% dans le sondage BVA pour RTL publié le 5 mars, baisse significative de Marine Le Pen (16%, -1,5pt) et d'Éric Zemmour (13%, -1,5pt), quasi stabilité de Valérie Pécresse (13%, -0,5pt) et hausse de Jean-Luc Mélenchon (11,5%, +1pt). Mais l'onde de choc de la guerre sur la campagne n'a pas encore déployé tous ses effets.

COMMENT L'EUROPE REVIENT DANS LA CAMPAGNE

Dans cette campagne, l'Europe occupait une place beaucoup moins importante qu'en 2017, par la volonté de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon. L'un et l'autre ont renoncé à mettre en avant toute idée de sortie de l'Euro ou de Frexit, au profit d'une attitude plus ambiguë, faite de désobéissance aux traités ou de promesses contradictoires avec ceux-ci. Mais sortie par la porte, voici que l'Europe revient par la fenêtre et ce ne sont plus le marché unique, les critères de Maastricht ou la monnaie commune qui font débat, mais l'Europe-puissance, la défense européenne et l'idée d'autonomie stratégique. Les candidats anti-européens se trouvent ainsi pris à contrepied par une thématique européenne dont ils ne voulaient pas débattre, qui les place sur la défensive et les oblige à aller sur le terrain de prédilection du Président de la République. La grande nouveauté de cette campagne est que les choix géostratégiques qui ordinairement ne pèsent pas dans les déterminants du vote, ont acquis un poids considérable à cause de la guerre, puisque 65% des personnes interrogées par Harris Interactive estiment que cette guerre jouera un rôle important dans leur vote à l'élection présidentielle.

QUEL RÉGALIEN ?

Enfin la droite et l'extrême droite se retrouvent affaiblies sur le terrain qu'elles avaient choisi pour mener bataille : le régalien. Que pèse le régalien domestique face au régalien géopolitique ? Les statistiques sur les violences et les agressions paraissent dérisoires par rapport à la menace d'un conflit nucléaire en Europe.

"L'immigration incontrôlée" passe pour une vaguelette par rapport aux millions de réfugiés qui s'annoncent en provenance de l'Europe orientale. Et les Français, comme les autres Européens éprouvent un puissant élan de solidarité envers ces réfugiés. Bref, le terrain que la droite et l'extrême droite avaient patiemment construit pour en faire le théâtre principal de la bataille électorale est à présent vitrifié par la crise ukrainienne. Tout le régalien se focalise sur le militaire et les relations internationales, donc sur la fonction présidentielle. Désormais, le régalien, c'est Macron lui-même.

Cette campagne sera donc jusqu'au bout totalement inédite. Commencée comme une campagne sans agenda, elle se termine avec un agenda unique : la guerre en Ukraine et ses conséquences géopolitiques. Jamais une crise internationale n'aura autant occupé tout l'espace politique en gelant les autres clivages. Jamais un candidat à sa réélection n'aura eu si peu besoin de faire campagne lui-même, tant celle-ci se confond avec l'exercice de la fonction qu'il occupe. Et jamais non plus l'Europe n'avait eu aussi vivement conscience d'elle-même et de ce qui la définit.